



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

www.chrc-ccdp.ca

Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

2008 | 2007 | 2006 | 2005 | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000

11/09/2000

Des délais supplémentaires pour les victimes de disparité salariale

OTTAWA , le 9 novembre 2000 - « L'issue de la plainte des victimes de discrimination dans l'affaire Bell Canada est encore plus incertaine du fait de la décision de la Cour fédérale du Canada de suspendre les procédures dans ce dossier », fait valoir la Commission canadienne des droits de la personne.

Dans sa décision du 3 novembre dernier, la juge Danièle Tremblay-Lamer a statué que le Tribunal n'était pas un organisme indépendant et impartial du point de vue institutionnel, ce qui a suspendu les procédures dans ce dossier.

La Commission s'est dite gravement préoccupée par les délais qui découleront de cette décision et a rapidement inscrit un appel. « Nous demandons que la Cour fédérale procède avec diligence à l'examen de l'appel de l'affaire Bell Canada », a précisé la présidente du CCDP, Michelle Falardeau-Ramsay.

Même si la décision de la Cour a eu une incidence sur une autre plainte de disparité salariale dont le Tribunal est saisi, aucune autre audience ne fait l'objet d'un arrêt des procédures pour l'instant. En fait, la Commission continue de renvoyer les dossiers devant le Tribunal.

Des plaintes avaient été déposées par l'Association canadienne des employés de téléphone (ACET), le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et un groupe d'employées de Femmes-Action, organisme situé à Montréal, qui alléguait que les employés de Bell Canada occupant des emplois à prédominance féminine sont sous-payés comparativement à ceux qui occupent des emplois à prédominance masculine où les fonctions ont une valeur équivalente. Ces organismes représentent plus de 20 000 employés de l'effectif de Bell Canada.

Depuis le renvoi de ce dossier au Tribunal en 1996, Bell Canada avait entamé une série de contestations judiciaires, dont une qui portait sur l'indépendance du Tribunal. La juge McGillis, qui s'était prononcée sur ce dossier en mars 1998, avait statué que le Tribunal n'était en effet pas indépendant. À la suite de cette décision, la Loi canadienne sur les droits de la personne a été modifiée et en 1999, un nouveau comité du Tribunal a été désigné pour instruire la plainte de disparité salariale contre Bell Canada. Bell Canada avait contesté de nouveau l'indépendance du Tribunal en vertu des nouvelles dispositions législatives.

Renseignements :

Catherine Barratt
Relations extérieures et avec les médias

2008-02317/

(613) 943-9119

Dernière mise à jour : 2004-02-27